

Communiqué de presse
Collège Le Village, Evry
JEUDI 15 décembre 2011

Nous, professeurs du collège le Village d'Évry, sommes présents dans l'établissement en ce jour de grève afin de dénoncer des conditions de travail inacceptables et qui ne cessent de se dégrader depuis le début de l'année.

Nos revendications portent tant sur les conditions d'enseignement et d'accueil des élèves, que sur le statut de la profession à l'échelle nationale :

Au niveau de la vie de l'établissement, nous avons constaté une hausse préoccupante des dégradations matérielles et de la violence. Celles-ci mettent en danger les élèves, physiquement et moralement, ainsi que leurs équipes éducatives : professeurs, CPE, surveillants, personnel d'administration, de cantine et d'entretien.

Cette situation vient avant tout d'un manque flagrant de moyens humains, qui ne cessent de diminuer alors que nous sommes confrontés à des problématiques toujours plus complexes, dues au contexte social dans lequel évoluent nos élèves. Il devient de plus en plus difficile de bâtir une relation respectueuse et constructive entre l'équipe éducative et les collégiens.

Dans ce contexte, la mise en place d'un internat d'excellence ne nous semble pas répondre aux priorités de nos élèves.

En effet, nous déplorons que des moyens financiers aussi conséquents soient déployés pour assurer la réussite d'une minorité – dont les modalités de recrutement restent pour le moins floues – alors que le plus grand nombre souffre d'une carence de ces mêmes moyens. De plus, le réaménagement des salles en cours d'année est-il réellement propice à un climat de travail serein ?

Cette action est confortée par les multiples attaques portées au milieu de l'enseignement en ce moment.

Nous constatons une très forte dégradation de la perception de nos métiers. Le Ministère de l'Éducation Nationale, sous couvert de réformer la profession, prend des décisions unilatérales qui ne vont pas dans le sens de l'intérêt de l'élève. Le fer de lance de cette nouvelle politique est la réforme de l'évaluation des professeurs, évaluation qui nie l'aspect pédagogique de notre mission, en faisant du chef d'établissement le seul décisionnaire dans notre progression de carrière. Comment peuvent-ils remplir cette mission dans de bonnes conditions, au vu de l'ampleur de leurs tâches actuelles ? Nous craignons que cette réforme ne crée des tensions au sein des équipes ce qui, une fois de plus, serait préjudiciable aux élèves. Cette situation s'accompagne également de sanctions financières avec le ralentissement à l'extrême de nos progressions de carrière sachant qu'en 1981, un professeur débutant gagnait l'équivalent de deux fois le smic. Son salaire s'élève aujourd'hui à 1,4 fois le smic, alors que le niveau d'étude exigé pour passer le concours d'entrée dans la profession est passé de trois à cinq ans après le bac.

Pour toutes ces raisons, nous souhaitons alerter l'opinion publique : c'est pour l'avenir de leurs enfants que nous nous battons.